

**NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE !
FACE AU G20, MOBILISATION INTERNATIONALE SAMEDI 28 MARS**

Le 2 avril, le G20, qui regroupe les gouvernements des vingt pays les plus riches du monde, va se réunir à Londres avec les représentants des institutions financières internationales. Leur objectif est de prendre des mesures face à la crise. Une première interrogation apparaît immédiatement. Quelle légitimité ont ces gouvernements et ces institutions internationales pour décider de la moindre mesure sur le sujet, alors même qu'ils sont parmi les principaux responsables de la crise actuelle ?

Ce sont les gouvernements, et ce quelle que soit leur couleur politique, qui ont impulsé la déréglementation financière et qui, par la suite, ont refusé de prendre les mesures qui s'imposaient pour limiter la cupidité des banquiers. Ce sont eux qui ont permis que la part de la richesse produite revenant aux salariés diminue de façon considérable, 10 points de PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE, nourrissant l'avidité des actionnaires. Ainsi les dividendes qui leur ont été versés sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2006. Ce sont ces liquidités qui ont nourri la financiarisation de l'économie, alors même que les investissements des entreprises stagnaient. Ce sont les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale...) qui ont imposé aux pays du Sud des plans d'ajustement structurels qui ont eu des conséquences dramatiques pour les populations de ces pays et qui continuent à promouvoir ces mêmes orientations dans les pays d'Europe centrale et orientale, aggravant ainsi la crise en cours.

Après un tel bilan, on aurait pu au moins croire que la société civile aurait été associée aux travaux du G20. Il n'en a évidemment rien été. Préparation opaque et négociations secrètes ont été la règle car fondamentalement, et malgré certaines divergences, tous sont d'accord sur l'essentiel : ce n'est pas aux multinationales, ni aux banques de payer la crise, mais aux salariés et aux populations.

Face à cette perspective, des mobilisations importantes ont déjà eu lieu au niveau national comme, par exemple, en France le 19 mars. Mais face au G20, c'est un processus international qu'il faut construire. C'est pourquoi le Forum social mondial (FSM) de Belém a décidé de faire de la journée du 28 mars une journée de mobilisation internationale. Face au G20, il s'agit de faire entendre une autre voix. Il s'agit de porter l'exigence d'une autre logique économique sociale qui rompt avec la logique du profit pour permettre la satisfaction des besoins sociaux, la réduction des inégalités et la mise en œuvre des impératifs écologiques.

En France, un cadre unitaire très large s'est mis en place regroupant associations, syndicats et partis politiques. L'Union syndicale Solidaires soutient et appelle à la quarantaine d'initiatives prévues dans toute la France le 28 mars, et notamment à la manifestation parisienne partant de la Place de l'Opéra à 14 heures.

Le 23 mars 2009